

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2015

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

ÉPREUVE DU MERCREDI 9 SEPTEMBRE 2015

Spécialité

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure – COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 15 pages numérotées de 1/15 à 15/15.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 09/15 à 11/15.
- Economie approfondie, pages numérotées de 12/15 à 15/15.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Les fluctuations économiques ne s'expliquent-elles que par les variations de la demande globale ?

DOCUMENT 1

Évolution du produit intérieur brut réel (pourcentage de variation par rapport à l'année précédente)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
États-Unis	- 0,3	- 2,8	2,5	1,8	2,8	1,9
Royaume-Uni	- 0,8	- 5,2	1,7	1,1	0,3	1,7
France	- 0,2	- 3,1	1,6	2,0	0,0	0,3
Allemagne	0,8	- 5,1	3,9	3,4	0,9	0,5
Japon	- 1,0	-5,5	4,7	- 0,5	1,4	1,5

Source : OCDE, 2014.

DOCUMENT 2

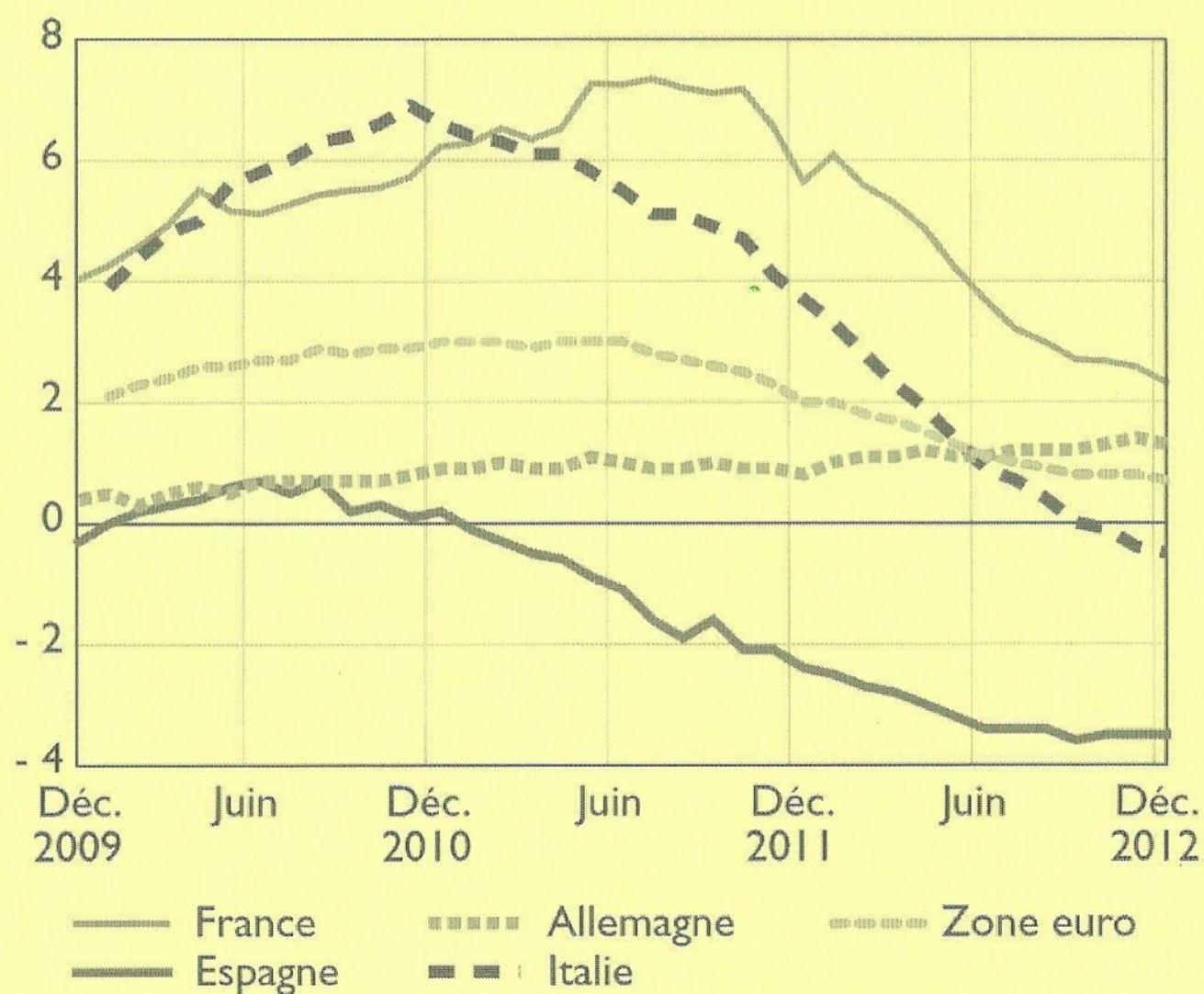
Contributions à la croissance du PIB en France en volume (en points de PIB)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale	1,8	0,5	0,7	1,3	0,5	0,2	0,6
Formation brute de capital fixe	1,2	0,2	- 2,1	0,5	0,5	0,1	- 0,2
Solde extérieur des biens et services	- 0,8	- 0,3	- 0,3	- 0,1	0,0	0,7	0,1
Variation de stocks	0,2	- 0,2	- 1,1	0,3	1,1	- 0,6	- 0,2
Produit intérieur brut (en %)	2,4	0,2	- 2,9	2,0	2,1	0,3	0,3

Source : INSEE, 2014.

DOCUMENT 3

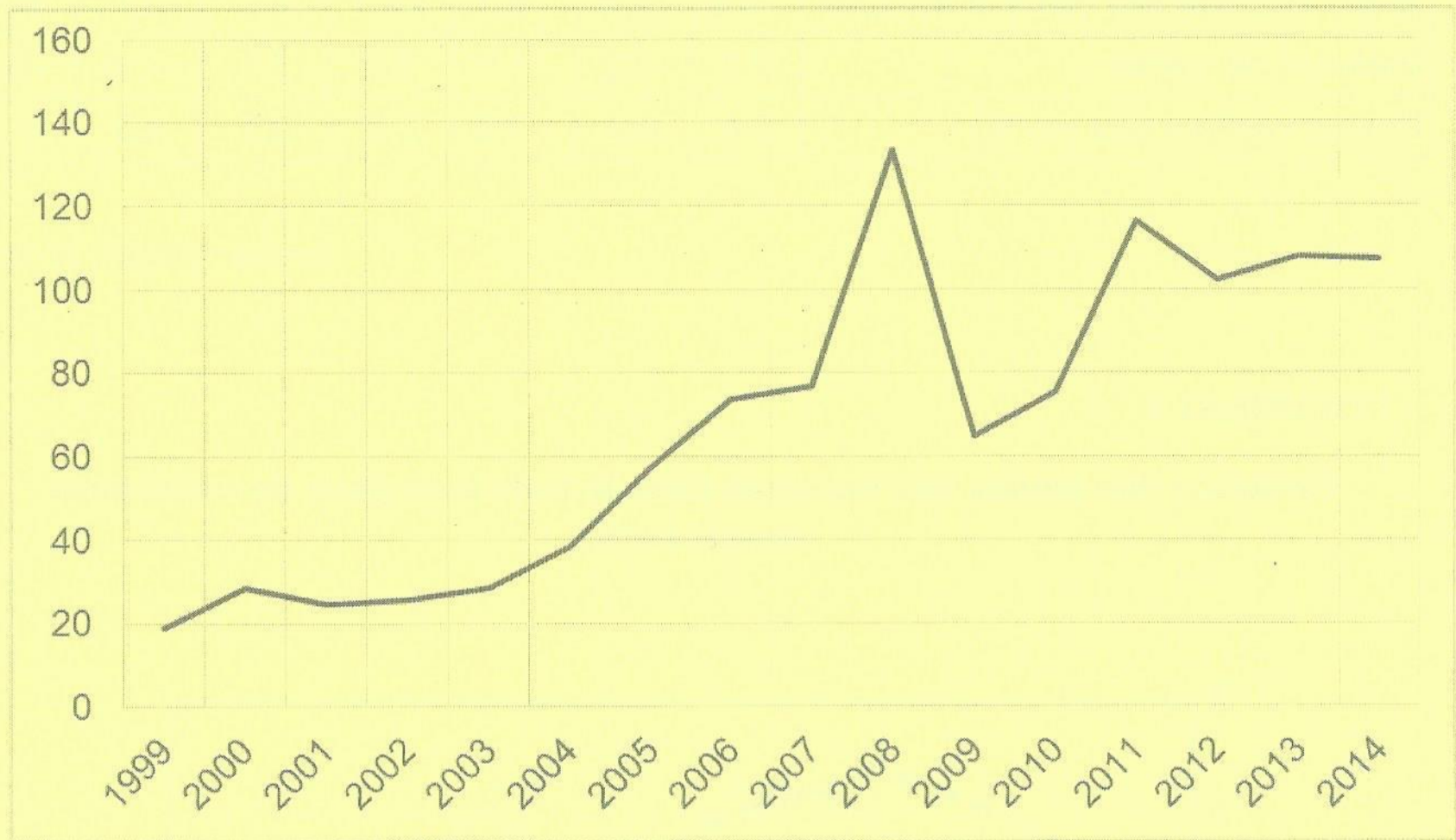
Évolution des crédits aux ménages dans la zone euro (taux de croissance annuel en %)



Source : *Bulletin de la Banque de France*, 1^{er} trimestre 2013.

DOCUMENT 4

**Cours du pétrole brut à Londres en juillet de chaque année
(prix en dollars par baril)**



Source : www.insee.fr.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

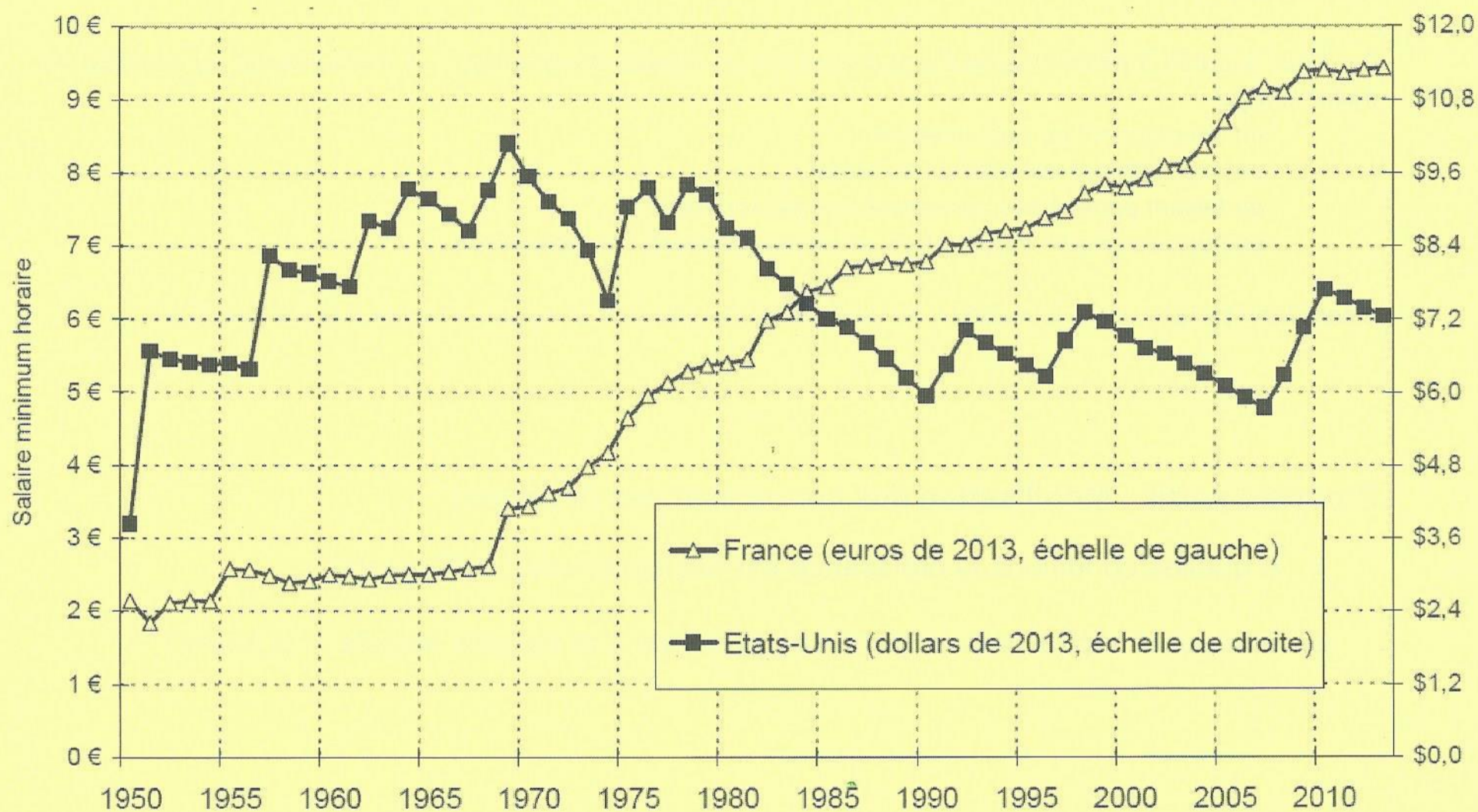
Première partie : Mobilisation des connaissances (6 points)

1. A quelles conditions la croissance est-elle soutenable ? (3 points)
2. En quoi le capital culturel peut-il être un frein à la mobilité sociale ? (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Après avoir présenté le document, vous caractériserez les informations qu'il met en évidence.

Le salaire minimum en France et aux États-Unis, 1950-2013



Source : *Le capital au XXIème siècle*, Thomas PIKETTY, 2013.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous **montrerez** que les **inégalités économiques** et les **inégalités sociales** peuvent être **cumulatives**.

DOCUMENT 1

Situation des jeunes trois ans après la sortie du système éducatif

Génération sortie en ...	Taux d'emploi en %		Taux de chômage en %		Emploi à durée indéterminée parmi les jeunes en emploi, en %		Salaire net mensuel médian (en euros constants) *
	2004	2010	2004	2010	2004	2010	
Ensemble	77	69	14	22	67	66	1 450
Non-diplômés	57	41	32	48	48	40	1 160
Diplômés du secondaire	74	64	15	25	62	58	1 280
CAP, BEP, mention complémentaire	76	61	17	32	62	56	1 260
Bac professionnel ou technologique	78	70	13	20	64	62	1 300
Bac général	62	55	15	21	57	51	1 260
Diplômés du supérieur court	86	81	7	11	74	74	1 520
BTS, DUT et autres bac +2	85	79	9	15	72	72	1 460
Bac +2/3 Santé social	97	96	2	2	83	83	1 700
Licence générale (L3) et autres bac +3	81	70	8	14	71	70	1 450
Licence professionnelle	91	85	5	10	82	76	1 600
Master 1 et autres bac +4	83	79	10	14	72	73	1 620
Diplômés du supérieur long	91	88	6	9	82	80	2 100
Master 2 et autres bac +5	90	84	6	12	78	75	1 920
Écoles de commerce	94	90	5	9	94	93	2 290
Écoles d'ingénieurs	93	94	4	4	91	93	2 350
Doctorat	91	92	7	6	73	69	2 350

* Salaire mensuel (primes incluses, tous temps de travail confondus) médian en euros constants de juillet 2013.

Note de lecture : Parmi les jeunes sortis en 2010 sans diplôme, 41 % sont en emploi trois ans après, 48 % des actifs en 2013 se déclarent en recherche d'emploi, 40 % de ceux en emploi en 2013 sont en CDI, fonctionnaires ou non-salariés.

Source : Bref du n°319, Céreq, 2014.

DOCUMENT 2

Espérance de vie à 60 ans par sexe et par catégorie socioprofessionnelle, en années

	1976-1984	2000-2008	1976-1984	2000-2008
	Homme		Femme	
Cadres	19,2	24,0	24,1	27,8
Professions intermédiaires	18,3	22,3	23,1	27,4
Agriculteurs	18,3	22,3	22,2	26,2
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	18,6	22,2	22,7	27,1
Employés	17,0	21,0	22,6	26,4
Ouvriers	15,9	19,6	21,6	25,5
Inactifs non retraités	12,3	16,0	21,8	25,2
Ensemble	17,1	21,1	22,2	26,1
Rapport cadres/ouvriers	1,21	1,22	1,12	1,09

Champ : France métropolitaine.

Source : INSEE.

DOCUMENT 3

Ainsi, des situations défavorables [...], se traduisant par des travaux déqualifiés ou des emplois instables, s'accompagnent presque toujours de faibles rémunérations et d'un faible niveau de vie ; elles valent à ceux qui les exercent une morbidité¹ et une mortalité supérieures à la moyenne ; ceux-ci n'accèdent de surcroît que difficilement à de bonnes conditions de logement ; ils n'ont pratiquement aucune chance de bénéficier d'une promotion par le biais de la formation professionnelle continue ; et leurs loisirs se réduiront de même à peu de chose. Dans ces conditions, la scolarité de leurs enfants est hypothéquée² dès le départ ; ils se trouvent privés des conditions matérielles, relationnelles, même affectives qui seules permettent la construction d'un projet de vie ; et ils ont toute (mal)chance de se retrouver dans la même situation que celle de leurs parents. En un mot, le handicap appelle le handicap : celui qui subit les effets des inégalités sociales sous un angle déterminé risque fort de les subir sous d'autres angles. Au terme de cette accumulation de handicaps se profile l'éviction³ des modes de vie considérés comme normaux dans notre société, qui marque le degré extrême de la pauvreté.

Source : *Le système des inégalités*, Alain BIHR, Roland PFEFFERKORN, 2008.

1 : morbidité : caractère de ce qui est relatif à la maladie.

2 : hypothéquée : ici fragilisée.

3 : éviction : mise à l'écart.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ
Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Montrez que la participation politique repose sur des répertoires d'action politique variés.

DOCUMENT

Protester est d'abord l'expression d'un mécontentement. C'est aussi le moyen de se faire entendre des gouvernants par d'autres voies que celle des urnes et de la participation conventionnelle. C'est rechercher un mode d'intervention direct et sans médiation, puisant sa légitimité dans la force du nombre et dans l'écho qui en sera donné par les médias et dans l'opinion. Protester, c'est se montrer pour se faire reconnaître. C'est vouloir témoigner d'un état, d'une situation, d'une revendication. C'est tirer le pacte démocratique davantage du côté de ses capacités expressives que de ses obligations de représentativité. [...] La protestation est devenue un droit. La manifestation s'est en quelque sorte banalisée. Elle est désormais un outil à part entière de l'expression démocratique. Elle ne se substitue pas au vote mais vient en complément, voire en appui de celui-ci, pour faire entendre les préoccupations et les revendications de citoyens de plus en plus exigeants et critiques. [...]

Avec l'individualisation des pratiques et des normes, les comportements politiques se recomposent aujourd'hui à partir d'un répertoire d'actions plus large et plus diversifié, au sein duquel la participation protestataire occupe une place de plus en plus importante et acquiert du même coup aussi une légitimité accrue.

Ce phénomène est d'abord générationnel : les générations âgées sont peu protestataires, celles du baby-boom le sont nettement plus, mais celles qui arrivent à l'âge adulte aujourd'hui confirment cette tendance. [...]

Une participation directe des citoyens est dorénavant un prérequis de la bonne santé d'un régime démocratique. Et les jeunes adoptent des comportements toujours plus enclins à la protestation. [...]

D'autres mobilisations font beaucoup parler d'elles et frappent l'opinion. Des intermittents du spectacle qui défendent leurs droits en se montrant nus sur les toits de l'opéra, des militants antipub qui détournent les affiches publicitaires dans les couloirs de métro, des jeunes portant des masques blancs sur les plateaux de télévision pour dénoncer la situation faite aux stagiaires dans les entreprises, des jeunes en costume-cravate qui s'indignent contre le gâchis des grandes surfaces alimentaires et qui redistribuent illégalement aux démunis les stocks de nourriture habituellement jetés. L'imagination ne manque pas aux organisateurs de tous ces mouvements.

Source : *Avoir 20 ans en politique*, Anne MUXEL, 2010.

SUJET B

Ce sujet comporte un document.

Pourquoi la parité hommes-femmes n'est-elle pas assurée dans le cadre de la compétition politique ?

DOCUMENT

Au travers des dix-sept entretiens menés avec des candidates aux élections législatives, il s'agissait de retracer leurs parcours, leur évolution au sein de leur parti politique et leurs difficultés. Souvent variables d'ajustement des stratégies électorales, ces femmes doivent traverser de nombreuses épreuves pour s'imposer, faire leurs preuves pour contrer le sexisme de certains élus. [...]

Comment ouvrir le Parlement à toutes les femmes et tous les hommes pour qu'il soit enfin le reflet de notre société ? [...]

En effet, se poser la question de la parité invite à questionner la façon dont les élites politiques sont produites, formées et sélectionnées. Le poids des rôles sexués est un frein majeur à leur engagement politique. Les représentations du rôle des femmes au sein de la société ont tendance à naturaliser* les inégalités entre les femmes et les hommes au point qu'elles sont intégrées par les femmes politiques elles-mêmes. Ainsi, la représentation politique des femmes ne semble pas avoir permis de réduire les inégalités de genre. Le sexisme des élus à l'échelon local et le poids de l'organisation des partis (construite à partir de pratiques masculines) excluent les femmes de la course à l'investiture. Les femmes qui candidatent sont rarement soutenues par les élus environnants. De fait, les lois sur la parité des candidatures apparaissent toujours, douze ans après leur mise en œuvre, comme une contrainte qui s'impose du « haut » (échelon national) vers le « bas » (échelon local).

En effet, les hommes qui sont implantés en politique et qui disposent de toutes les ressources nécessaires pour y rester vont monopoliser les places et organiser leur succession au moment de leur départ. [...]

L'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions électives n'est possible aujourd'hui qu'à la condition de lutter contre les inégalités et les stéréotypes œuvrant encore dans la société et ainsi, développer la culture paritaire.

Source : « Parité : une culture à développer », Enquête auprès de candidates aux élections législatives 2012, *Observatoire de la Parité entre les femmes et les hommes*, 2012.

* naturaliser signifie ici « rendre naturel ».

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Économie approfondie

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Pourquoi la politique de la concurrence est-elle nécessaire ?

DOCUMENT

L'objectif de la politique de la concurrence n'est pas réductible à la défense de l'intérêt des consommateurs. Le but est de protéger le processus de concurrence en tant que tel, pour qu'il puisse jouer pleinement son rôle, celui d'un moteur de croissance, de productivité et d'emplois. La politique de concurrence n'est pas une politique consumériste¹ qui irait à l'encontre des intérêts des entreprises et des salariés [...]. Prenons l'exemple des abus de position dominante : les premières victimes de ces pratiques sont bien souvent des entreprises, et notamment des PME ou de nouveaux entrants sur le marché. La politique de la concurrence est aussi là pour les entreprises qui naissent, sont en devenir et participent au renouvellement du tissu productif.

Prenons l'exemple des cartels. Ils touchent avant tout des produits intermédiaires : ce sont donc bien des entreprises qui sont les premières pénalisées par ces pratiques et qui voient leurs coûts de production augmenter artificiellement, ce qui nuit à leur compétitivité.

[...] Les bienfaits de la concurrence ne se réduisent pas non plus à la question des prix bas, aussi importante soit-elle. La concurrence élargit également la taille du marché et participe à une forme de "démocratisation", comme nous avons pu l'observer dans l'aérien ; la concurrence favorise aussi la variété, en élargissant la gamme des produits disponibles [...] ; la concurrence est aussi l'alliée de la qualité : face à la menace concurrentielle, les entreprises sont incitées à se différencier en

misant sur la qualité de service [...]. Ainsi, dans la grande distribution, l'entrée [d'une grande multinationale] aux Etats Unis s'est traduite au niveau local par une baisse des taux de rupture de stock chez les concurrents ; dans l'aérien, la ponctualité des vols sur une ligne s'améliore lorsqu'un low-cost² rentre sur le marché, etc. [...]

De même, il est largement artificiel d'opposer la concurrence à l'innovation : la concurrence n'est pas l'ennemi de l'innovation. Si tel était le cas, alors les entreprises et secteurs les plus protégés de la concurrence devraient être les plus innovants. Ce n'est pas ce que montrent les études empiriques.

« La politique de la concurrence, un instrument au service de la croissance et de l'emploi »,
Emmanuel COMBE, *Concurrences*, n° 1, 2013.

1 : ici, en faveur de la défense des consommateurs.

2 : entreprise qui met en œuvre une stratégie consistant à simplifier les produits et les services pour diminuer les coûts et les prix.

<p style="text-align: center;">ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie</p>
--

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

En quoi les variables économiques et démographiques ont-elles un impact sur le financement des retraites ?

DOCUMENT 1

Avant même que la démographie n'engendre des difficultés pour les systèmes de retraite, ceux-ci rencontrent depuis la fin des années 1970 de graves difficultés financières. Après 1973, les économies occidentales subissent les conséquences de deux chocs pétroliers. Les difficultés économiques contribuent à réduire les recettes des systèmes de retraite : diminution des recettes fiscales du fait du ralentissement économique, stagnation de la masse salariale sur laquelle sont prélevées les cotisations, baisse du nombre de cotisants avec l'augmentation du chômage et le retrait de certaines catégories de la population du marché du travail – jeunes, femmes, travailleurs âgés. Dans le même temps, les dépenses de retraite ne cessent de croître, du fait de l'amélioration des taux de remplacement. Dès le milieu des années 1970, les premiers problèmes rencontrés par les systèmes de retraite sont d'ordre budgétaire.

Source : La réforme des retraites, Bruno PALIER, 2003.

DOCUMENT 2

Évolution de l'espérance de vie en France de 1946 à 2013

Année	Espérance de vie des hommes (en années)		Espérance de vie des femmes (en années)	
	à la naissance	à 60 ans	à la naissance	à 60 ans
1946	59,9	15,4	65,2	18,0
1956	65,2	15,2	71,7	18,7
1966	67,8	16,1	75,2	20,5
1976	69,2	16,6	77,2	21,5
1986	71,5	18,1	79,7	23,2
1996	74,1	19,7	82,1	25,0
2006	77,2	21,8	84,2	26,8
2010	78,0	22,4	84,7	27,1
2011 (p)	78,4	22,7	85,0	27,4
2012 (p)	78,5	22,6	84,9	27,2
2013 (p)	78,7	22,7	85,0	27,3

(p) : Résultats provisoires à fin 2013.

Source : Statistiques de l'état civil et estimations de population, INSEE.